

<http://pierrealainmillet.fr/Appel-pour-une-autre-politique-du>



à l'initiative des fédérations de locataires de la
métropole de Lyon

Appel pour une autre politique du logement !

- Logement -

Date de mise en ligne : jeudi 6 juin 2019

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Ce texte signé par les fédérations de locataires CNL et CSF est proposé à tous ceux qui veulent faire entendre dans la métropole de Lyon une voix collective contre le mal logement et pour le droit au logement.

Il sera diffusé lors d'un rassemblement à l'occasion de la clôture du festival international du logement social, le vendredi 7 Juin de 15h à 17h place des archives (Lyon, derrière Perrache).

Appel pour une autre politique du logement !

Face au mal logement dans l'agglomération lyonnaise, beaucoup de bailleurs ou associations, agissent, financés notamment par la Métropole de Lyon. Pourtant, malgré tous ces efforts, la situation s'aggrave, l'écart entre demande et offre se creuse, les délais d'attente deviennent insupportables, la ségrégation territoriale s'aggrave, l'hébergement dit « d'urgence » est débordé et les situations de vie indigne, parfois « invisibles » se multiplient. Nous ne nous satisfaisons pas de cette situation. Nous reprenons le titre du rapport de la Fondation Abbé-Pierre : « Face au mal-logement et à l'injustice, il faut changer de politique » !

Nous demandons des engagements sur un recul significatif, en 10 ans, du mal-logement dans la métropole. Nous demandons de fixer l'objectif de réduire de moitié la file d'attente en 10 ans. Pour cela, il faut une décision forte : doubler le rythme de construction/mise à disposition. Avec 8000 logements sociaux par an, le taux SRU de la métropole passerait de 24 % à 32 % en 2030, dans un rééquilibrage territorial s'appuyant sur l'intelligence des acteurs et des Communes.

Il ne s'agit pas de construire du logement pour pauvres mais de faire du logement conventionné un logement public, de qualité et diversifié dans ses architectures, s'appuyant sur une maîtrise d'oeuvre publique assurant une réduction des coûts de construction.

Cela exige :

une autre politique de financement du logement social

- [-] le retour à une véritable aide à la pierre mobilisant autant de ressources de l'État que la défiscalisation de la promotion privée (2 milliards), le retour au 1% logement sur l'ensemble des entreprises.
- [-] mettre à contribution les bénéficiaires actuels de la rente foncière et des niches fiscales de l'immobilier évaluées à 18 milliards par an.
- [-] une politique ambitieuse de conventionnement dans le parc privé locatif, qui doit pouvoir jouer un rôle social significatif dans les centres urbains anciens.

une autre politique de gestion de la demande, assurant l'égalité d'accès au logement, l'équité et la transparence dans la gestion des demandes.

- [-] plus d'attributions de logement abordable dans toutes les Communes et quartiers, pour gagner une forte réduction des inégalités d'accès , jusqu'à 50 % pour l'accueil du premier quartile, selon le territoire, pour rapprocher la répartition des quartiles de revenu.
- [-] augmenter fortement les moyens du service d'accueil des demandeurs, les moyens de l'accompagnement des

Appel pour une autre politique du logement !

locataires pour surmonter les difficultés sociales, familiales ou de santé qui pèsent sur la gestion des bailleurs.

le renforcement des instances locales de l'habitat pour un travail partenarial sur les situations d'urgence, les publics prioritaires, les besoins d'accompagnement et assurer la transparence nécessaire au débat citoyen sur l'accueil des publics prioritaires.

Le recul de la pression de la demande de logement est au coeur de la réponse à l'hébergement et à l'accueil. La réduction forte et rapide de la file d'attente logement doit permettre de sortir, enfin, de décennies de situations indignes du 21ème siècle ou de personnes à la rue, étendant le plan froid à toute l'année pour en faire un plan « 0 personne à la rue ».

Il est urgent de renforcer et de faire converger toutes les politiques publiques du logement, de l'hébergement et de l'accueil autour d'une exigence, le droit au logement pour tous !